

Leçons tunisiennes

vendredi 21 janvier 2011, par [BELALLOUFI Hocine](#) (Date de rédaction antérieure : 21 janvier 2011).

L'acte 1 de la révolution démocratique et sociale, en Tunisie, s'est achevé avec la chute du dictateur Ben Ali. Cette révolution n'est pas terminée, mais elle est déjà pleine d'enseignements pour les peuples du monde arabe et d'Afrique. En voici quelques uns à titre non exhaustif :

1. Aucune dictature, aucun régime autoritaire ne sont invincibles, ne sont éternels.
2. Le peuple seul est en mesure, par sa mobilisation et sa détermination, de renverser les régimes dictatoriaux et autoritaires.
3. Les révolutions (nationale, démocratique et sociale, socialiste) ne se décrètent pas au niveau des états-majors. Elles sont le produit de contradictions économiques, sociales, politiques et idéologiques qui cheminent à leurs propres rythmes et, souvent, de façon souterraine. Il suffit d'une étincelle pour les faire jaillir, pour « mettre le feu à la plaine ». Mais cela n'arrive que lorsque les contradictions sont arrivées à maturité. Il faut donc éviter deux attitudes contraires mais tout aussi fausses l'une que l'autre : la résignation qui affirme que « ca ne changera jamais » et l'impatience qui considère que « tout peut changer tout de suite ».
4. La question sociale (revendications socioéconomiques des masses déshéritées) joue un rôle essentiel dans la survenue des révolutions. Elle en constitue le ressort principal. C'est ce que ne peuvent ni ne veulent saisir les démocrates libéraux qui ont une tendance inexorable à minimiser l'impact de la question sociale, voire à la rendre invisible. Ils tentent ainsi de marginaliser les revendications sociales afin d'orienter le mouvement vers un objectif « purement politique » qui est, en réalité, leur accession/association au pouvoir. Ils prônent alors la même politique économique antinationale et antisociale menée par les régimes dictatoriaux et autoritaires précédents.

Les démocrates libéraux ne chevauchent les révolutions démocratiques et sociales que pour exercer le pouvoir car les classes sociales dont ils sont les représentants politiques (bourgeoisie et couches supérieures de la petite-bourgeoisie) ont réglé leurs problèmes sociaux élémentaires. En revanche, les masses déshéritées (sous-prolétariat, prolétariat, couches inférieures et moyennes de la petite-bourgeoisie) font la révolution pour la liberté, mais aussi et en un seul et même mouvement, pour le pain.

5. Affirmer le caractère fondamental de la question sociale ne doit pas mener, à l'inverse, à occulter la dimension politique démocratique - et national dans les pays dominés par l'impérialisme - de la révolution. La révolution démocratique et sociale possède un substrat économique et social fondamental. En se soulevant et en avançant leurs revendications économiques et sociales, les masses contestent, non quelques mesures éparpillées ou une « mauvaise gouvernance », mais des politiques profitant à des minorités bourgeoises et à l'impérialisme, politiques menées contre la majorité. De ce fait leur révolte possède donc déjà un caractère politique démocratique. Cette dimension démocratique est renforcée par la dialectique contestation/répression qui amène le mouvement à se heurter au pouvoir, et non plus seulement à un ou plusieurs patrons. Souvent issue de révoltes sociales, les révolutions démocratiques contestent alors le régime politique en place, parce qu'il est responsable de la misère et qu'il les réprime.

6. Revendications sociales, nationales et démocratiques ne sont donc pas opposables dans la révolution démocratique. Elles sont au contraire indissolublement liées dans les pays dominés à régime dictatoriaux et autoritaires. C'est pourquoi il convient de qualifier ces révolutions de « révolutions démocratiques et sociales ».

Ne prendre en considération que les revendications sociales amène les classes populaires à ne pas contester le régime politique qui est responsable de leur situation de misère. Cela revient, soit à l'aider à se maintenir, soit à laisser la direction de la révolution aux forces démocrates bourgeoises et petites-bourgeoises libérales qui répondent, elles, à l'aspiration des classes populaires, y compris prolétariennes, à la liberté politique.

A l'inverse, ne pas prendre en considération les revendications nationales et sociales amène à l'échec de la révolution démocratique car cela démobilise les masses déshéritées qui en constituent le fer de lance. Une telle attitude ne peut que profiter au régime dictatorial ou autoritaire en place. Il n'y a qu'à observer, dans les pays à régime dictatorial, la marginalisation des oppositions démocrates libérales qui se désintéressent des problèmes sociaux. Si, par miracle ou par le fruit de circonstances exceptionnelles, la révolution démocratique arrive à renverser la dictature ou le régime autoritaire tout en ignorant les problèmes sociaux et nationaux, on arrive à la situation sud-africaine où la misère sociale s'étend et où la politique libérale ne peut être menée que de façon autoritaire, ce qui tend à annuler les libertés conquises.

7. Chaque classe possède donc sa propre vision et sa propre démarche dans la révolution démocratique. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie sont portées, à des degrés et selon des formes diverses, au compromis avec la dictature, de peur d'être débordées par les masses populaires, prolétariennes en particulier. Les représentants politiques de ces classes sont donc inconséquents et prêts à trahir la révolution démocratique pour quelques strapontins.

Le prolétariat constitue la classe la plus conséquente dans le combat pour la liberté politique qu'il mène jusqu'au renversement total du régime dictatorial et non seulement du chef de la dictature. C'est pourquoi il prône le remplacement du régime par un gouvernement révolutionnaire provisoire issu de la révolte populaire. Un gouvernement dont la tâche est de préparer des élections libres à une Assemblée constituante souveraine, seule chargée de déterminer l'architecture - c'est-à-dire la nature, le contenu et la forme - des futures institutions. Ce gouvernement révolutionnaire provisoire prend en même temps des mesures immédiates, sur les plans économique et social, en faveur des masses et en rupture avec le système de domination économique et politique impérialiste.

8. Ce caractère conséquent, qui consiste à faire converger puis fusionner les différents aspects (social, démocratique, anti-impérialiste) du combat et à mener ce dernier jusqu'au bout, n'est pas spontané. Ils nécessitent l'existence d'une force politique organisée disposant d'une stratégie : le parti du prolétariat. Les éléments les plus avancés sur le plan politique doivent donc, à côté de leur participation à la révolution et à la construction d'organisations de masse (syndicats, associations, comités...) participer à la construction de l'indispensable direction politique. Dans le cas contraire, si le prolétariat ne dispose pas de son propre parti de classe, il n'est pas prêt politiquement au jour « J ». La politique ayant horreur du vide, ce sont alors des forces politiques représentant d'autres classes sociales qui prennent la direction de la révolution démocratique et sociale en atrophiant totalement sa dimension sociale et anti-impérialiste. Cette absence politique du prolétariat peut même amener le pouvoir en place à faire échouer cette révolution en l'écrasant.

9. La révolution tunisienne, quelles que soient ses limites objectives et ses erreurs subjectives, inaugure une nouvelle ère dans le monde arabe et en Afrique : l'ère des révolutions démocratiques et sociales. Ces révolutions se font contre les dictatures et régimes autoritaires et contre les démocrates impérialistes qui soutiennent depuis toujours et continuent de soutenir partout ces

dictatures. La révolution démocratique tunisienne met donc à l'ordre du jour le renversement de tous les régimes dictatoriaux et autoritaires.

Mais ce renversement adviendra au rythme propre des luttes politiques et sociales de chaque pays. Croire que les peuples de ces régions vont se soulever à quelques semaines ou quelques mois d'intervalle voire le même jour constitue une impardonnable erreur. Ce qu'il faut, c'est travailler à aiguïser les contradictions, à les faire mûrir et à construire les instruments subjectifs de la révolution afin d'accélérer le processus de libération des peuples de la région..

10. La révolution démocratique et sociale tunisienne confirme que dans leur lutte pour la démocratie, les peuples des pays dominés se heurtent, indirectement ou directement, à l'impérialisme (France, Etats-Unis...) qui soutient les dictatures en place. Ces dictatures sont les représentants politiques de bourgeoisies compradores soumises qui jouent le rôle de relais des groupes financiers et des multinationales des grandes puissances capitalistes mondiales. Ainsi, les révolutions démocratiques et sociales dans les pays dominés possèdent un caractère anti-impérialiste, surtout lorsqu'elles sont dirigées de façon conséquentes par des forces politiques qui lient en un seul tout revendications politiques, sociales et nationales (souveraineté économique).

Les révolutions démocratiques et sociales dans la région du Grand Moyen-Orient et en Afrique) participent donc, au même titre que les résistances nationales (Sahara Occidental, Palestine, Liban...), à la contestation de l'ordre impérialiste.

Aussi ces deux types de luttes doivent-ils être intégrés à une stratégie révolutionnaire internationale visant à remettre en cause le capitalisme mondial qui constitue la cause fondamentale de l'existence et de l'extension de la misère sociale et du maintien de l'oppression politique par des régimes dictatoriaux ou autoritaires soumis à l'impérialisme. Cette contestation de l'ordre capitaliste s'incarne dans le socialisme, c'est-à-dire dans la prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés paysans pauvres, masses déshéritées, et couches opprimées, suivie de l'ouverture d'un processus de socialisation des moyens de production et de distribution et de démantèlement des appareils de domination politique.

Alger, le 21 janvier 2011

Hocine Belalloufi
